EXTRAIT:

**GRAND
CHÂTELLERAULT**

COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION

Nombre de membres en exercice : 25

PRESENTS (23) : M.ABELIN, M.PEROCHON, M.SULLI, M.COLIN, M.PICHON, Mme LAVRARD, M.TREMBLAIS, Mme BARREAU, Mme AZIHARI, M.MEUNIER, M.BEN EMBAREK, M.PREHER, M.BONNET, M.CHAINÉ, Mme MOREAU, M.JUG,E M.BARBOT, Mme DE COURREGES, M.GAUTHIER, M.HENEAU, M.GUIMARD, Mme PIAULET, M.MELQUIOND

POUVOIRS (2) :

Mme BOURAT donne pouvoir à M.ABELIN
M.DAGUISE donne pouvoir à M.JUGE

EXCUSES (0)

Secrétaire de séance : Mme AZIHARI

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Pierre ABELIN

OBJET : Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (S.R.D.E.I.I.) - Etablissement d'une convention entre Grand Châtellerault et la Région Nouvelle-Aquitaine

Conformément aux dispositions de la loi NOTRe, qui donne aux régions l'essentiel de la responsabilité en matière économique, la répartition des compétences entre collectivités territoriales dans le domaine du développement économique repose sur le principe d'une compétence exclusive des régions sur la définition des orientations en matière de développement économique de son territoire et sur les aides aux entreprises. Cependant, les EPCI tels que les communautés d'agglomération disposent d'une compétence exclusive sur l'immobilier d'entreprise. Pour sceller la complémentarité entre Région et EPCI, il est nécessaire de procéder par convention à des délégations de compétences ou des autorisations d'intervention hors du champ exclusif de compétences.

La Région Nouvelle Aquitaine a voté en Décembre 2016 son Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII). Y sont mis en priorité quatre enjeux : la création d'écosystèmes dynamiques ; l'innovation et la compétitivité ; le développement solidaire des territoires ; la complémentarité des efforts au service du développement économique.

En déclinaison de cette volonté, le schéma régional fixe neuf orientations stratégiques, feuille de route pour tous les acteurs économiques dans les territoires :

- ✓ *Anticiper et accompagner les transitions numériques, écologiques et énergétiques, et de mobilité,*
- ✓ *Poursuivre et renforcer les politiques des filières,*
- ✓ *Améliorer la performance industrielle des entreprises régionales et déployer l'usine du futur,*
- ✓ *Accélérer le développement des territoires par l'innovation,*
- ✓ *Renforcer l'économie territoriale, l'entrepreneuriat et le maillage du territoire,*
- ✓ *Ancrer durablement les différentes formes d'économie sociale et solidaire sur le territoire régional,*
- ✓ *Accompagner le retournement et la relance des territoires et des entreprises,*
- ✓ *Renforcer l'internationalisation des entreprises et des écosystèmes et l'attractivité des territoires,*

- ✓ *Développer l'écosystème de financement des entreprises.*

Afin que le SRDEII apporte une véritable valeur ajoutée pour l'économie régionale en termes d'efficacité, de lisibilité et de réactivité, chaque niveau d'intervention se concentre sur les compétences qui lui ont été confiées par la loi NOTRe. Cette application de la subsidiarité est destinée à éviter les effets d'accompagnements parallèles.

Seule compétente pour définir les régimes d'aides aux entreprises, la Région a adopté un règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises ; ce règlement suit le canevas du SRDEII dans l'application des systèmes d'aides financières de la Région aux entreprises, ou aux territoires quand ils sont acteurs économiques.

Pour les compétences qu'elle n'a pas reçues en propre, mais qu'elle peut exercer en accord avec l'EPCI qui en est attributaire, la Région conventionne avec chaque EPCI compétent en matière de développement économique, pour se donner la possibilité d'intervenir. Il en est ainsi de l'immobilier économique, lorsqu'il constitue l'outil de production, en faveur de projets générateurs d'emplois, structurants et stratégiques pour les filières et le territoire.

La construction du tandem Région-chef de file / Territoire-Communauté d'Agglomération devient de la sorte centrale dans les politiques de développement économique.

Ce partenariat prend la forme d'un conventionnement conclu avec la Région, définissant les principes pour Grand Châtellerault de l'octroi d'aides aux entreprises qui ne doublonnent pas avec celles de la Région, venant compléter la «boîte à outils» des aides permises. Il est à rappeler que le régime des aides aux entreprises est très encadré, l'avantage concurrentiel qu'elles sont susceptibles d'apporter étant strictement contrôlé à travers la réglementation européenne.

En plus de la description des régimes d'aides figurant en annexe 3, la convention avec la Région comporte un diagnostic concis et la stratégie économique qui en découle.

Grand Châtellerault s'affirme ainsi davantage dans sa compétence économique au service des entreprises avec des aides relevant des orientations où elle a des capacités d'intervention :

- orientation 1 : transformation numérique et économie circulaire,*
- orientation 2 : filières agriculture et tourisme*
- orientation 3 : performance industrielle PME, TPE*
- orientation 5 : économie territoriale TPE commerces, artisanat, services*
- orientation 6 : économie sociale et solidaire*
- orientation 9 : investissements immobiliers des entreprises de toute taille.*

Ces dispositions permettent d'agir sur les TPE, constituant une part essentielle de notre tissu économique, là où la Région intervient souvent sur le niveau PME, ETI, groupes et grands comptes. Mais Grand Châtellerault pourra étudier aux côtés de la Région tout projet d'entreprise à fort impact local (création d'emplois, investissements, R&D, ...).

Il est proposé d'approuver la convention ci-jointe, établie pour une durée de 3 ans environ (terme au 01/07/2022).

* * * * *

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne,

VU la loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe,

VU le code général des collectivités territoriales (CGCT) et en particulier ses articles L.1511-1 et suivants, ainsi que les articles L. 1611-7 -1 et L.4251-18;

VU le SRDEII adopté en séance plénière du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 19 Décembre 2016 par sa délibération n° 2016-3141,

VU la délibération n° 2018.2449 de la séance plénière du conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 17 décembre 2018 adoptant le règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises,

VU la délibération n°2 du conseil communautaire du 22 avril 2014, déléguant une partie des attributions du conseil au bureau,

CONSIDÉRANT le binôme formé par la Région Nouvelle Aquitaine et Grand Châtellerault pour développer une action cohérente en faveur du territoire et de ses acteurs économiques,

Le bureau communautaire, ayant délibéré, décide :

- d'approuver les dispositions de la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine relative à la mise en œuvre du SRDEII et des aides aux entreprises,
- d'autoriser le Président, ou son représentant, à la signer, ainsi que tout document qui s'y rapporte.

UNANIMITE

Certifié exécutoire

Par le président de la communauté d'agglomération

Publié au siège de Grand Châtellerault le 3/04/19

Pour ampliation,

Pour le président et par délégation,

La responsable du service juridique

Nadège GROLLIER